

Mehdi Jomaa, ministre de l'Industrie

« On ne doit plus travailler dans *le low cost*, la Tunisie a désormais les moyens d'accéder à une industrie évoluée. »

Monsieur le ministre, vous avez en charge, dans le nouveau gouvernement, le ministère de l'Industrie. Vous attendez-vous à le trouver meilleur ou pire qu'il ne vous a paru ? Quel regard portez-vous sur le paysage industriel tunisien, à l'issue de cette brève période ?

Si je fais un premier bilan, je dois dire que le secteur industriel s'est bien comporté dans l'ensemble. La situation est positive parce qu'il y a de la continuité dans la logistique industrielle. Mais aujourd'hui, nous ne sommes plus dans les attentes, il faut tourner la page parce que certaines industries ont beaucoup souffert, il faut les appuyer et les accompagner même, pour saisir toutes les opportunités offertes au pays après la révolution.

Après cet événement majeur, nous devons reprendre. Les difficultés, dans certains pôles de production industrielle, minière ou énergétique, nous empêchent de créer la dynamique nécessaire et la reprise de l'activité industrielle est impérieuse. Sinon, comment le pays va-t-il justement saisir toutes les opportunités qui se présentent ? C'est la question qu'il faut se poser car la croissance n'attend pas !

L'économie doit reprendre afin de donner des signaux réconfortants à nos partenaires économiques. Les entreprises installées dans notre pays, comme le montrent certains sondages, espèrent plus de la Tunisie post-révolution.

Quel a été l'impact du choc interne (révolution de décembre-janvier 2011) et externe (crise de zone euro) ?

La première année, nous avons eu une année de décroissance. Mis à part des arrêts intermittents de l'appareil de production d'exportation en 2011, l'impact de la révolution était très limité. Nous sommes restés dans les normes. Nous avons fait une croissance de 3,7 %, ce n'est pas mal... Cela dit, l'économie a souffert des retombées économiques de la Libye et de la crise de la zone euro. Mais, deux après, il faut se relever, car nous ne sommes pas encore sortis de ce contexte de crise.

L'essentiel, aujourd'hui, est de mettre en confiance les entreprises tunisiennes et étrangères afin qu'elles retrouvent l'esprit d'entreprise et mobilisent leur potentiel de croissance dans la stabilité et la sérénité. Notre tissu industriel compte plus de 5500 unités industrielles, certaines d'entre-elles doivent se redéployer à fond pour assurer leur pérennité, d'autres ont été dépassées sur leurs marchés traditionnels, mais je suis confiant quand je visite des entreprises qui pensent en termes de croissance et de conquête de nouveaux marchés. En 2013, il faut laisser faire les entreprises.

Il semblerait qu'il y ait une légère embellie au niveau des exportations. Pouvez-vous nous le confirmer ? Et quelles en sont, si tel est le cas, les raisons ?

Au niveau des exportations, en 2012, nous étions à une progression de 3.6 % sur l'ensemble de l'année. Pendant les 5 premiers mois de 2013, les chiffres préliminaires montrent une progression notable des exportations industrielles de 9.3%. La branche des matériaux de construction, suivie des industries agro-alimentaires, affiche les taux les plus remarquables.

Vous avez contacté les entreprises d'une manière directe ainsi que les organisations patronales. Est-ce que vous pensez que les entreprises ont plus de visibilité sur l'avenir, à savoir qu'il y a un effort à faire pour l'activité de l'investissement ?

D'une manière générale, avec l'UTICA et les industriels, les rapports sont plutôt positifs et constructifs. Nous sommes dans un rapport d'échange et de dialogue.

Nous avons fait un diagnostic des problèmes pour trouver des solutions. De ce côté-la, je pense que c'est positif de trouver des zones de dialogue ouvertes, que ce soit avec l'UTICA ou avec l'UGTT. Il y a une prise de conscience générale sur le fait qu'il est temps aujourd'hui de préparer l'avenir. Car nous avons des atouts qu'il ne faut pas rater.

Comment évoluent les investissements locaux et étrangers ? L'Organisation patronale faisait état récemment d'un recul, au regard de la persistance des troubles sociaux, de la violence, de l'insécurité et du manque de visibilité. Que comptez-vous faire pour amorcer la pompe de l'investissement, privé en tout cas ?

Le plus dur est passé, je l'espère. En tout cas, les premiers chiffres de 2013 sont plus rassurants sur l'activité industrielle. Les intentions d'investissements ont évolué de **17 %** durant les cinq premiers mois 2013, pour atteindre **1760 MD**. Donc, nous remontons la pente dans les secteurs des matériaux de construction, des industries chimiques et des industries mécaniques et électriques.

Je relève surtout l'évolution constante des investissements dans les régions de l'intérieur qui représentent, pour les 5 mois, 67% des investissements déclarés. Ces régions souffrent d'un déficit de développement et je pense que le secteur industriel doit y remédier. Pas mal de projets sont en cours dans ces régions et qui prennent en considération leurs spécificités. Pour continuer sur cette tendance, nous devons renforcer l'environnement de l'entreprise dans ces régions et rétablir la souveraineté de l'Etat. Car, il faut dire les choses telles qu'elles sont, l'investisseur a besoin d'accompagnement et de soutien. Or, la plupart des structures responsables de la prise en charge des candidats à la création sont inopérants. L'une des premières tâches à laquelle j'ai tenu, c'est de faire un tour d'horizon avec les directeurs régionaux de l'API que j'ai appelé moi-même à présenter des projets aux jeunes... L'investissement industriel dans les régions de l'intérieur a besoin d'une nouvelle mentalité et les structures chargées de le booster doivent en prendre conscience.

Pour accélérer l'investissement, un programme de création de plus de 100 nouvelles zones industrielles, dont plus de 60% dans les régions de l'intérieur a été lancé depuis 2011. Personnellement, j'espère qu'une industrie du savoir se développera davantage dans le pays. Nous devons créer les mécanismes et les encouragements nécessaires.

Avec plus de **400 000** diplômés dans les filières scientifiques, de l'informatique et de l'ingénierie, seule une industrie qui crée de la valeur ajoutée est en mesure de valoriser cette richesse humaine. On ne doit plus travailler dans *le low cost*, la Tunisie a désormais les moyens d'accéder à une industrie évoluée.

« Révision du code d'incitation aux investissements : le timing reste à revoir... »

La promulgation du nouveau code d'incitation aux investissements traîne en longueur, à un moment où l'investissement est exposé à des vents contraires. Ne peut-on craindre que ce retard ne conforte les investisseurs dans une situation d'attente du genre : « Attendons voir » ?

Je veux être très franc sur ce point. Je pense que c'est une excellente initiative de reprendre le code d'investissement. Mais le timing reste à revoir. Car, quand on se met dans la peau d'un investisseur, il y a un manque de visibilité et l'investisseur n'aime pas attendre.

Certainement, l'initiative est bonne. Il faut que le code d'incitation aux investissements soit plus lisible, plus pratique, il faut regrouper tout ce qui est incitations dans un seul manuel, accessible à tous les investisseurs. Moi, personnellement, j'aurais préféré une ou deux actions fortes. Le code est encore en cours d'élaboration et la difficulté, c'est qu'il doit être soumis à l'ANC (Assemblée nationale constituante) et vu l'encombrement auquel fait face cette institution, compte tenu des échéances politiques, il va falloir attendre encore, alors que le processus de révision a été entamé depuis deux ans.

Monsieur le ministre, vous vous êtes fixé comme principale priorité la gestion ou plutôt le traitement du grave problème - principal point noir de l'économie tunisienne - du Groupe chimique qui menace d'imploser. Les pertes à tous les niveaux sont énormes. C'est un vrai désastre national, au regard des retombées sur l'économie nationale. Vous avez, semble-t-il, élaboré une stratégie à cet effet. Peut-on en connaître les grandes lignes ?

« La Compagnie des phosphates de Gafsa et le Groupe chimique tunisien sont aujourd'hui au cœur des préoccupations nationales et non seulement du ministre de l'Industrie. »

Quand on voit un secteur aussi important pour le pays que le secteur phosphater et des entreprises nationales s'écrouler de la sorte, on ne peut rester indifférent. La Compagnie des phosphates de Gafsa et le Groupe chimique tunisien sont aujourd'hui au cœur des préoccupations nationales et non seulement du ministre de l'Industrie ; ils ont besoin surtout de reprendre leurs activités.

Ils ont vu leurs effectifs tripler de 9000 à 27 000 emplois, leurs charges aussi, alors que la production a chuté de 80%. Ils frôlent la fermeture en 2013. L'ensemble sur un fond social et sécuritaire des plus tendus... La CPG ne peut pas répondre à 50 000 demandes d'emploi.

En deux ans seulement, 2011-2012, la Tunisie a accusé un manque à gagner de 2 milliards de dinars, rien que dans le secteur des phosphates, en raison des différents débrayages et arrêts de production. On espérait que la situation s'améliorerait mais cela s'opère de manière intermittente sur le terrain. Aux accalmies succèdent les intempéries, ce qui nuit fortement à la machine de production et risque de l'enrayer au bout d'un certain temps. Nous espérons toujours une prise de conscience et nous continuons notre effort de sensibilisation à tous les niveaux pour arrêter ce calvaire qui affecte une richesse nationale qu'on pourrait mieux exploiter à l'avenir, moyennant une action en profondeur qui toucherait toutes les composantes du complexe phosphater.

Il est nécessaire de reprendre une production normale pour éviter l'écroulement de la CPG, locomotive de l'économie régionale et du pays, pour ne pas entrer techniquement dans la contrainte de l'arrêt de toutes les activités de production, de transport et d'exportation du secteur phosphates et dérivés. A travers les médias et le contact direct avec l'ensemble des protagonistes, nous avons essayé de diffuser un message de compréhension et de mobilisation, pour remettre la machine au travail. Je pense que le courant passe mieux entre le gouvernement et la population du bassin minier. Mais on doit faire plus des deux cotés...

« Je salue, surtout, la position claire et courageuse du SG de l'UGTT qui a appelé, fin juin, à la nécessité de reprendre les activités de la CPG et du GCT »

Nous saluons l'ensemble des parties concernées par l'avenir du bassin minier pour leur position de soutien et je salue, surtout, la position claire et courageuse du secrétaire général de l'UGTT qui a appelé, fin juin, à la nécessité de reprendre les activités de la CPG et du GCT. Maintenant, il faut redorer l'image de marque de la compagnie à l'étranger, retrouver une clientèle qui est allée chercher ailleurs du phosphate et surtout, fournir un produit de qualité car, entretemps, les concurrents ont profité de la situation pour améliorer leur production. Ce qu'il faut dire enfin, c'est que la CPG et le GCT auront beaucoup de difficultés pour reconquérir leurs marchés ; de nouveaux pays producteurs sont entrés en scène et sur nos marchés traditionnels, en plus.

Le cas d'EL Fouledh, de la STIP, de la Cellulose pour ne citer que ceux-là, est tout aussi préoccupant. Que comptez-vous faire pour redresser la situation des entreprises publiques dont les difficultés plombent les finances publiques et l'économie nationale ?

La situation de ces entreprises est différente de la situation qui prévaut à la CPG. Mais elle est tout aussi problématique, avec quelques nuances. De par leur vocation, ces entreprises ont un statut complexe et compliqué. Elles jouent souvent le rôle de lanterne régionale et ont beaucoup plus un rôle social et de développement plutôt qu'un rôle éminemment économique. Toutes ces entreprises ont été appelées à apporter leur contribution à l'effort national d'emploi, en vue de faire face à la demande légitime exprimée par des milliers de jeunes, dans toutes les régions. Les entreprises publiques ont répondu à cet appel, celui d'une forte revendication sociale.

« De par leur vocation, les entreprises publiques ont un statut complexe et compliqué »

El Fouledh, la Cellulose et la STIP ont accompli, si je peux dire, ce devoir. Mais ces entreprises souffrent encore de conflits qui freinent la production ou influent négativement sur leurs activités. El Fouledh a bénéficié d'un prêt pour se remettre sur pied, la Cellulose est criblée de dettes publiques et quant au Groupe chimique, il risque de passer par le scénario catastrophe qui a été malheureusement annoncé en mars dernier.

Ces trois sociétés ont joué un rôle social et ont recruté des jeunes malgré leurs pertes. Pour qu'elles continuent à jouer ce rôle, il faut relancer les travaux de redressement de ces entreprises pour assurer la pérennité de ce rôle social. Nous sommes obligés de revoir pas mal de choses et continuer à espérer que ces sociétés assument leur vocation socio-économique. Un travail de réflexion autour de ces entreprises s'impose.

Ces sociétés ont une activité qui génère des pertes. Avec une situation déficitaire et sans perspectives de redressement, il leur sera difficile de continuer leur mission. Donc, un travail de réflexion s'impose.

Le plus dur, ce sont aussi les préjugés et les opérations de désinformation dont a été victime parfois l'opinion publique. Voyez ce qui s'est passé du côté d'El Fouledh. Il n'a jamais été question de sa privatisation, pourtant la rumeur avait circulé et on a dû intervenir et communiquer à plus d'une reprise pour convaincre les gens à ce sujet.

Il s'agit, tout simplement, de faire appel à un accord sur l'ouverture de son capital pour accroître sa capacité de production et l'aider à faire face à des difficultés structurelles. Il a d'ailleurs été convenu, avec les partenaires sociaux, de maintenir le statut public de la

société installée dans la délégation de Menzel Bourguiba, en décidant d'ouvrir son capital à un partenaire stratégique.

Cette société, qui emploie 1456 personnes, s'est trouvée accablée par des charges sociales importantes par rapport aux entreprises du secteur privé. Ces charges ont été évaluées à 37,5 millions de dinars, en 2012.

Faisant face déjà aux problèmes de l'endettement, de la vétusté des équipements de ses usines et aussi de la faiblesse de sa capacité de production, elle s'est également trouvée face à une rude concurrence, ce qui a causé la baisse de son quota sur le marché local à 35%. Ses pertes ont été ainsi estimées, en 2012, à 193 MD. L'Etat a décidé de rembourser les crédits de la société auprès des banques, et ce, au titre des pertes dues à l'importation de fer de construction d'une valeur de 60 MD.

Cette opération a été introduite dans la loi de finances 2013.

Le temps pourrait vous faire défaut pour éteindre tous ces foyers d'incendie, remettre ces groupes publics sur un sentier de croissance saine et durable et jeter en même temps les bases d'un redéploiement industriel pour dessiner les contours d'un nouveau modèle de développement industriel qui ne soit pas fondé sur le low cost.

Je suis conscient que l'on ne peut faire, en une année, ce qu'on peut faire en cinq ans. C'est une affaire de court et de long terme il faut consacrer des années pour la relance et les réformes. Pour moi, les priorités se situent tout d'abord au niveau du maintien de l'activité de production à un rythme de croissance soutenu et de relancer les activités en déclin. Si on réalise cette étape, avec le consensus des partenaires sociaux, je pense qu'on peut y arriver. A travers un contact avec les investisseurs locaux ou étrangers, des visites sur terrain et une concertation approfondie sur les solutions urgentes, je pense que c'est réalisable.

Il y a aussi un effort de mobilisation à faire au niveau de l'administration. C'est le rôle du ministère de l'Industrie qui est considéré important. Nous devons tourner la page des flottements de ces dernières années et faire que l'administration travaille dans la sérénité. Je pense aussi qu'il faut réfléchir à l'avenir de l'industrie. Nous sommes en train de voir, par secteur, les orientations d'avenir.

Le débat national sur l'énergie engagé ces derniers jours vise à inscrire toutes les orientations stratégiques dès aujourd'hui. La période est courte, mais je pense que tout en réglant les problèmes actuels, il faut jeter les bases d'une réflexion sur le devenir économique du pays avec tous les intervenants dans la vie économique.

Nous avons des idées claires quant au dialogue avec tous les acteurs de terrain, les industriels, les organisations patronales et syndicales ; nous souhaitons ensemble soutenir la reprise et préparer le terrain pour nos successeurs afin que le développement de l'industrie tunisienne soit durable.

Vous faites un effort de promotion pour le secteur industriel à l'étranger, notamment dans les secteurs de l'automobile et de l'aéronautique. Est-ce que la Tunisie a des chances aujourd'hui et demain dans ces créneaux ?

Si on veut regarder les défis de l'avenir et se fixer des objectifs, notre économie sera focalisée, essentiellement, sur les questions de l'emploi, du développement régional et de l'exportation. Ces orientations ont besoin d'un appui national, à travers l'adhésion et l'enthousiasme des Tunisiens mais elles ont besoin aussi de l'apport de nos partenaires.

Actuellement, l'image de la Tunisie est brouillée par le phénomène salafiste ; il faut donner une vraie image de notre pays à travers les médias, en valorisant les atouts de notre pays. C'est pour cette raison que je m'emploie, de toutes mes forces, avec nos voisins et nos partenaires européens.

Nous devons réussir cette étape afin de donner de nouvelles perspectives aux investisseurs. Si nous arrivons à reprendre un cycle normal de production, à enrayer les foyers de tension, qu'ils soient sociaux ou autres, nous aurons la chance d'avoir de fortes opportunités pour l'avenir, et ce, dans tous les domaines (automobile, agro-alimentaire, aéronautique, etc.). Entretien conduit par Hédi Mechri/BM